

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

La mendicante UBS

Ce qui arrive à l'UBS doit sans doute constituer l'un des bénéfices collatéraux de la crise qui secoue le monde depuis 2008. Même si beaucoup le disaient depuis des années, tout le monde sait maintenant que les frères institutions de la Bahnhofstrasse sont emplies de fieffé-e-s coquin-e-s, des criminel-le-s autrement plus dangereuses-eux que celles et ceux que visent certaine initiative. L'autre bénéfice de cette affaire, c'est évidemment le fait que la scandaleuse institution du secret bancaire a maintenant un pied et demi dans la tombe (ce n'est cependant pas la première fois que celui-ci se trouve dans une posture peu avantageuse, mais il est retors et persistant...). Il aura toutefois fallu une pression internationale extrême pour parvenir à ce résultat réjouissant, que la gauche n'a parfois que bien timidement réclamé ces dernières années.

Pendant ce temps-là, les parlementaires ont eu quelque mal à se décider. Entre l'UDC canal historique qui crie au bradage de la souveraineté nationale, l'UDC "bahnhofstrasse-compatible" qui tente de limiter la casse pour ses ami-e-s, une droite dans son habituel garde-à-vous face aux patrons des banques, la gauche a eu un rôle à jouer. Elle a tenté de le faire en exigeant des contreparties à son soutien à l'accord entre l'UBS et les États-Unis, en particulier la taxation des fameux bonus. Que la stratégie du PS ait finalement échoué n'est pas très étonnant lorsqu'on connaît la composition des chambres fédérales, mais il aura au moins eu le mérite d'essayer d'user au maximum de son pouvoir de blocage.

Pareille occasion de régler davantage les grandes banques ne se représentera sans doute pas de sitôt, reste donc à attendre la faillite programmée de l'une d'entre elles.

Réd.



Pour le renvoi des criminel-le-s UDC

Tout le monde sait que les criminel-le-s viennent forcément de l'étranger, et que tout-e-s les étrangères-ers sont des criminel-le-s... Et si nous renversions cette "logique" en affirmant que les scélérat-e-s sont bien au contraire celles et ceux qui, par opportunisme électoral, veulent désigner des boucs émissaires pour cacher les catastrophes économiques et sociales qu'ils et elles ont suscitées depuis vingt ans? Lorsqu'il s'agit par exemple de défendre leurs ami-e-s de l'UBS, on les trouve soudain moins préoccupé-e-s par les problèmes quotidiens des gens qui gagnent moins d'un million de francs par année. Produire l'insécurité de tou-te-s et accuser ensuite les migrant-e-s d'en être responsables est leur jeu favori: il faut l'interdire!

Lire aussi en page 6

■ Santé

Nouveaux modèles de caisse unique

Page 3

■ International

Regards croisés sur Gaza sous le blocus

Page 4

■ À gauche toute?

Commentaires sur la création de La Gauche

Page 7



Max Göldi
est sorti de
prison

L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

Catastrophes écologiques

La flaque produite par la pompe à essence de la BP est la plus grande catastrophe écologique de l'histoire des États-Unis, paraît-il. On se demande toujours comment ce genre de record est mesuré. Est-ce que la plus grande catastrophe écologique actuelle des États-Unis n'est pas la civilisation de l'automobile et du pavillon de banlieue? La question est ouverte...

Catastrophe écologique... Onze travailleurs sont morts dans l'explosion de la plateforme pétrolière en question. On parle peu d'eux. De même qu'on parle peu des 5000 décès en moyenne liés au travail chaque année aux États-Unis, du fait des maigres mesures de sécurité et de santé au travail. Les travailleuses-eurs manuel-le-s, et les moins formé-e-s, sont les plus touché-e-s. N'est-ce pas là aussi une catastrophe écologique?

Tout se passe comme si la catastrophe de la BP était, certes regrettable, mais isolée. Une maladresse, une malchance

mais tout à fait extraordinaire face à une industrie prétendument aussi «responsable» que l'industrie pétrolière. Il est vrai que la presse a peu parlé, par exemple, de la catastrophe permanente, depuis 40 ans, qu'est l'exploitation du pétrole dans le delta du Niger (là c'est la Shell qui joue le premier rôle), ou encore en Amazonie (Chevron-Texaco). De surcroît, à la différence des forages en haute mer, ceux-ci supposent le déplacement des populations autochtones, couplée à des abus permanents des droits humains. Catastrophe écologique...

Seule source de joie dans cette affaire, *The Economist* signale que des milliers de militant-e-s, lassé-e-s d'être pris-e-s pour des gogos, quittent les organisations écologistes qui avaient cru bon travailler avec l'industrie pétrolière et élaborer avec elle des «codes de bonne conduite». La pédagogie des catastrophes écologiques peut aussi avoir du bon.

Romain Felli

CAMARADE CHRONIQUEUR

L'autre syndrome chinois (I)

Depuis le numéro précédent, Pages de gauche accueille Matthieu Béguelin, qui est Conseiller général socialiste de la Ville de Neuchâtel et Député au Grand Conseil neuchâtelois.

Au moment où se déroule en Azanie la Coupe du monde de football sur fond de campagne de l'OSEO sur les conditions de travail qui entourent l'événement, il est intéressant de noter que personne n'a bronché à l'occasion de l'ouverture de l'Exposition universelle de Shanghai, le 1er mai dernier.

Or, l'été passé, la tenue des Jeux olympiques à Pékin avait suscité moult débats sur la pertinence de laisser un État peu soucieux des droits démocratiques héberger les Olympiades. Alors, Shanghai est-elle plus fréquentable que Pékin? S'il est vrai que la ville a souffert jusqu'au début des années 1990 du mépris du régime maoïste, elle est surtoute devenue l'emblème de la Chine économique, celle qui plaît, celle que l'on courtise et pour qui on ferme les yeux.

Qui aurait parié que la Chine populaire, empire maoïste, allait devenir, en l'espace de deux décennies, le paradis des capitalistes? Quiconque se serait risqué à cette affirmation dans les années 1970 aurait été considéré comme farfelu. Pourtant, force est de constater que les multinationales se sont ruées dès que possible sur cette main d'œuvre comme s'il s'agissait de la divine providence.

Et on peut les comprendre. Les ouvrières-ers chinois-es sont corvéables à merci, privés de tout droit d'organisation ou de rassemblement. N'ayant ainsi aucune liberté syndicale ou politique, sous la botte d'un régime répressif et corrompu (les oligarques chinois, à l'inverse de leurs prédécesseurs russes, préparent leur reconversion tranquillement) constituent la main-d'œuvre idéale du capitalisme.

De la même manière, les différentes puissances occidentales, comme à l'époque des concessions, se pressent au portillon pour vendre leurs services. Sauf que cette fois-ci, elles le font sans marcher sur les pieds du pouvoir en place, qui les arrange bien, en dépit de molles protestations d'usage ânonnées à certaines occasions, comme pour la question tibétaine.

(à suivre)

Matthieu Béguelin

Sur la Chine, il n'est pas inutile de signaler que, depuis la mi-mai, plusieurs grèves ont perturbé des usines de production automobile en Chine, notamment chez des fournisseurs de Toyota et Honda. Nous aurons certainement l'occasion d'y revenir.

SANTÉ

Nouvelle caisse unique: un pas unique alors qu'il en faudrait deux

La situation dans laquelle nous nous trouvons en terme de politique d'assurance maladie est calamiteuse. En effet, l'échec de la caisse unique et sociale en votation populaire semble verrouiller le débat alors qu'en réalité il est évident que le peuple a été berné par des mensonges et des manipulations. La solution? Revenir à la charge bien sûr, mais c'est au niveau de la stratégie que le problème est épineux.

Dans l'idéal, il aurait simplement fallu déposer à nouveau la même initiative qu'avant. Cela est malheureusement politiquement difficile, car beaucoup de personnes attribuent encore l'échec de la caisse unique à sa composante sociale: les primes en fonction du revenu. Par conséquent, pour paraître suffisamment différent du projet récemment rejeté, il semble normal d'amputer le projet de caisse unique de ce volet. Les deux optiques proposées pour relancer le débat ont plus de chances dans une votation (populaire ou parlementaire), mais posent des problèmes qui seront sans doute considérables.

NATIONALE, MAIS MISE À MAL?

L'idée qui vient le plus simplement à l'esprit est alors de proposer la même initiative, simplement amputée du volet social, mais qui reste au niveau fédéral. Ce modèle toutefois est exposé à de très nombreux risques. Il est évident qu'une caisse unique fédérale réglerait les problèmes liés aux multiples assureurs et aux profits déguisés

que font les entreprises privées sur ce système d'utilité publique. Par contre, sans une fixation des primes en fonction du revenu, il y aurait un ajustement de toutes les primes en direction de la moyenne. Cela veut dire que de nombreuses personnes paieraient moins, mais aussi que celles et ceux qui faisaient l'effort chaque année de changer de caisse risquent de payer plus. En moyenne, cela coûterait moins cher, mais les assuré-e-s les plus averti-e-s auront l'impression de perdre un choix et de payer plus cher. L'injustice du système actuel est que celles et ceux qui paient moins que la moyenne le font au détriment des personnes qui ont les primes les plus élevées. La caisse unique risquerait alors de devenir très impopulaire, d'autant plus qu'elle pourrait être mise en place par une droite qui serait encline au sabotage, de par sa mauvaise volonté et surtout son désir de démontrer l'inefficacité du remède...

FRAGMENTÉE, MAIS BLOQUÉE?

Afin de pouvoir proposer un modèle qui ait plus de chances de satisfaire les électrices-teurs, il serait possible de laisser aux cantons la possibilité de choisir leur politique. Ainsi, les cantons de gauche, ou ayant une opinion populaire favorable, pourraient instaurer des caisses uniques et sociales plus facilement. Les succès de ces caisses pourraient donner l'exemple et faire tache d'huile pour se propager dans d'autres cantons. Le problème, c'est que le pari est très risqué:

certaines cantons pourraient aller dans un sens contraire. De plus, remettre au niveau national un système entré dans le giron des cantons pourrait être plus dur que la bataille pour la caisse unique et sociale.

En somme, le combat s'annonce difficile, car le meilleur modèle semble interdit, alors que c'est celui qui devrait mobiliser en priorité les forces socialistes.

Samuel Bendahan

Le modèle du PS

Quels seront les contours de la caisse unique proposée par le PS? Le texte est encore en discussion, mais on peut en deviner les grandes lignes. L'initiative demandera vraisemblablement l'instauration d'un organisme fédéral de droit public chargé de gérer l'assurance maladie. Il sera probablement précisé que la gestion devra être décentralisée. Les primes resteront sans doute différentes selon les cantons. Le rôle des cantons dans la gestion d'une caisse unique décentralisée, tout comme la place laissée aux représentant-e-s des assuré-e-s et des fournisseuses-eurs de prestations, ne sont pas encore clairement définis. Il est au moins clair que le PS ne proposera pas d'instaurer une caisse publique qui agirait comme concurrente des caisses maladie privées, solution prévalant pour l'assurance accidents. AT

Modèle alternatif

Le PS n'a pas été le seul à parler, dernièrement, de caisse maladie unique. Les cantons seraient intéressés à pouvoir instaurer des caisses uniques cantonales, du moins en tant que projets-pilotes. Le PS ne prévoit pas de lancer d'initiative populaire demandant uniquement d'accorder aux cantons la compétence d'instaurer des caisses maladie publiques, mais la proposition pourrait venir des principaux concernés. Par ailleurs, l'initiative PS devrait prévoir, dans ses dispositions transitoires, qu'en cas de retard dans la mise en place d'une caisse unique fédérale, les cantons auraient la possibilité d'instaurer à leur niveau des caisses publiques disposant d'un monopole.

Sur le modèle de l'assurance chômage, un autre scénario a aussi été envisagé: seule la perception des primes pourrait être centralisée par un organisme fédéral public, la délivrance des prestations étant laissée à la charge d'organismes privés, en concurrence. Il semble que pour l'heure, cette solution ait été mise de côté. AT

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:

Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Grégoire Junod, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Philipp Müller, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Maquette:

Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:

Antoine Chollet

Webmaster:

Mathieu Gasparini

Illustrations:

Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:

Dominique Hartmann, Salima Moyard

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

INTERNATIONAL

Regards sur Gaza, questions à Nicolas Wadimoff

Nicolas Wadimoff est le réalisateur, avec Béatrice Guelpa, de Aisheen – Still Alive in Gaza, documentaire tourné l'an passé, morceaux de vie dans une bande de Gaza sous le double blocus israélien et égyptien.

Quelle est votre appréciation du récent assaut israélien contre la «flottille de la paix»?

Je replacerais cette question dans un contexte plus général. Je pense qu'un fossé s'est creusé entre la perception que les Israélien-ne-s et les non-Israélien-ne-s ont du monde et d'Israël. Ce fossé s'accroît et a sans doute atteint un point de

non-retour aujourd'hui. Israël est pris dans des mécanismes nationalistes et une dérive paranoïaque, ses habitant-e-s vivent et pensent en vase clos, ils n'entendent plus qu'eux-mêmes, comme si le monde extérieur n'existait plus pour eux.

Il est devenu difficile, parfois même impossible, de parler avec des connaissances israéliennes de la question palestinienne. Elles se sentent perpétuellement incomprises du reste du monde et répètent qu'à la fin, elles seront toujours seules face à leurs ennemis, comme en d'autres moments historiques.

Dans ces conditions, le gouvernement israélien et une large partie de sa population en sont venus à se moquer de la perception que le monde a d'Israël et de sa politique. La contrepartie est qu'ils semblent être devenus incapables de toute introspection quant à leurs actes et à leurs conséquences.

Les événements récents nous montrent qu'il est primordial de tout faire pour recréer un lien, une passerelle de dialogue, entre Palestinien-ne-s et Israélien-ne-s, entre le reste du monde et Israël.

Comment décririez-vous le blocus qui frappe actuellement la bande de Gaza?

En deux mots: inhumain et injuste. Inhumain parce que personne ne peut décider de punir une population entière, sans aucun discernement, sous prétexte qu'elle a mal voté. Inhumain en cela qu'il prive les habitant-e-s de Gaza de nombreux besoins élémentaires, et en particulier du droit pour chacun d'avoir un avenir et d'aspirer à une vie meilleure. En ce sens, chaque jour de blocus supplémentaire constitue une violation des droits humains.

Il est injuste ensuite parce qu'il refuse de faire la distinction entre le Hamas et la population de Gaza. C'est d'autant plus surprenant que les Israélien-ne-s eux-mêmes remarquent souvent

l'incapacité de certains critiques d'Israël à dissocier la politique du gouvernement israélien de ce que fait et pense sa population. Or la même incapacité à distinguer ces deux éléments frappe les responsables israélien-ne-s à propos de Gaza.

Si vous deviez choisir une image forte de votre film sur Gaza, laquelle serait-elle?

Ce serait l'image de ces jeunes dans le zoo de Gaza qui tentent de reconstituer le squelette d'une baleine échouée sur la plage. C'est une image à la fois très poétique et très révélatrice d'un état d'esprit extraordinaire que j'ai pu rencontrer à Gaza. Même dans la pire adversité, il y a toujours la volonté de continuer à faire quelque chose, dans le domaine qui est le sien. Même si cette action peut parfois sembler dérisoire. Dans ce cas, je trouvais leur application à "remettre" ce squelette dans le "bon sens" tout simplement magnifique et bouleversante. Envers et contre tout, ils montrent qu'il faut bien continuer à vivre, et vivre, cela doit aussi signifier se divertir. *Aisheen*, le titre du film, veut dire «toujours vivant» en arabe. C'est bien de cela qu'il s'agit.

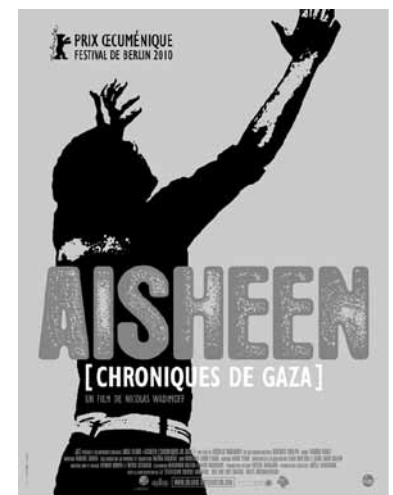
Propos recueillis par Antoine Chollet

Sur la situation à Gaza

La situation à Gaza, depuis que son blocus a été créé par les autorités israéliennes au mois de juin 2007, a des conséquences très inquiétantes, tant du point de vue humanitaire que politique. Les difficultés dans l'approvisionnement sont connues, elles concernent à la fois les produits alimentaires, les soins, l'électricité, l'eau, etc.

Mais ces conséquences sont aussi politiques, et témoignent soit d'une curieuse cécité, soit d'un coupable double jeu de la part des gouvernements israéliens successifs. On sait bien que les blocus ont pour effet principal le renforcement du pouvoir en place. Le blocus de Gaza fonctionne ainsi comme une formidable machine à consolider le Hamas, en particulier dans sa lutte féroce contre le Fatah de Mahmoud Abbas, l'actuel président de l'Autorité palestinienne.

Le jeu politique proche-oriental est toujours plus compliqué qu'il n'y paraît à première vue. Si le fiasco de l'arraisonnement de la «flottille de la paix» par des commandos israéliens est choquant à bien des égards, il ne faut pas oublier de le réintégrer dans une situation de guerre dans laquelle chacun cherche à faire oublier son statut de belligérant. Du point de vue israélien, puisque l'on considère le Hamas comme un ennemi, on ne devrait pas être surpris d'être également considéré comme tel, et de voir le blocus contourné par tous les moyens possibles, y compris pour infiltrer des armes dans la bande de Gaza. De l'autre côté, il ne faut pas oublier que le Hamas constitue aussi une force armée qui vise toujours la destruction de l'État d'Israël et de ses habitant-e-s. C'est dans ce jeu belligère et mortifère qu'est prise la population de la bande de Gaza qui, comme toujours, paie le plus lourd tribut à ce conflit sans fin. AC



CRISE I

La grippe grecque contamine l'Europe

La bourse accuse de violents mouvements de panique depuis le début de la crise grecque. Une fois de plus, on constate que ce sont les marchés financiers qui dictent la politique des gouvernements européens: secoués par les craintes des investisseurs, ceux-ci ont agi sur deux fronts.

UNE PIQÛRE DE SAUVETAGE

Parmi les propriétés les plus ridicules du système capitaliste, il y a celle de l'amplification des difficultés des plus pauvres. Les États qui ont des problèmes financiers, comme la Grèce par exemple, se retrouvent à ne plus pouvoir emprunter sur les marchés internationaux, ou à devoir payer plus cher. Le résultat est que le pays en difficulté l'est encore plus, ce qui aggrave le problème. La solution proposée est, c'est la mode, un plan de sauvetage. À la base, ce plan permet à un fonds de 60 milliards d'euros de prêter à des pays membres de la zone euro, et encadre la possibilité de prêts ou garanties bilatérales. Cela instaure donc un certain degré de solidarité entre les pays européens, et c'est pour cela que l'Allemagne a été, dès

le début, très peu encline à aider la Grèce. Elle a l'impression de payer pour tout le monde. Mais elle profite aussi beaucoup de l'Union Européenne, et on peut douter des théories de certain-e-s économistes qui misent sur une sortie de l'Allemagne de la zone euro dans les cinq ans...

L'AUSTÉRITÉ AIGUË

Plus impressionnant est de voir à quel point la crise grecque a déferlé en cascade sur les autres pays européens. La Grèce a dû donner de solides garanties, sous forme de plans d'austérité très sévères, et la panique a permis à de nombreux gouvernements, parfois se déclarant de gauche, de faire de même. La résorption des déficits publics est certes importante, mais l'idée de réduire ces pertes structurelles en période de crise économique et surtout par la diminution des dépenses publiques est irresponsable, absurde et scandaleuse. La diminution des salaires et des prestations publiques va ralentir l'activité économique intérieure, abattre la consommation et réduire à néant les espoirs de reprise, ris-

quant de faire sombrer ces pays dans le marasme pour très longtemps.

Lors des bonnes périodes, même avec des déficits structurels, les États ont réduit les recettes fiscales et se sont eux-mêmes mis dans cette situation inextricable. La seule possibilité restante était bien sûr de profiter de ces moments de rare coordination européenne pour augmenter les impôts directs. Cette augmentation aurait permis de ne pas réduire drastiquement les salaires, et par ce biais la consommation et l'emploi, de maintenir les investissements publics, de continuer à soutenir la reprise et de combattre les problèmes liés aux déficits publics.

On voit bien que ces mêmes personnes qui juste après la crise voulaient moraliser le capitalisme n'ont fait que nous décapiter le moral: leurs paroles, sans surprise, n'étaient qu'illusion. Leurs politiques, elles, demeurent les mêmes. La réponse est à gauche: fiscalité juste, réinsertion économique, investissement public et... démocratie économique.

Samuel Bendahan

CRISE II

Socialisme ou nationalisme?

Les élections législatives belges du 13 juin 2010 se sont soldées par la victoire des nationalistes flamands et des socialistes wallons. Les partis de droite traditionnels ont été dépassés en Flandre par un parti violemment nationaliste qui, faut-il le rappeler, faisait en 2007 liste commune avec les chrétiens-démocrates de l'actuel premier ministre Yves Leterme. Le scrutin met un peu plus en lumière les manœuvres de la droite belge. Celle-ci a alimenté les revendications autonomistes pour mieux mettre à mal la solidarité avec une région anciennement industrielle à

fort ancrage syndical. Les partis démocrates-chrétiens et libéraux n'ont pas hésité à s'appuyer sur les partis nationalistes dans l'entreprise de liquidation de l'industrie lourde wallonne dès les années 1950. La régionalisation n'est donc pas seulement navrante pour les aspects culturels qu'elle comporte, mais surtout parce qu'elle implique un affaiblissement drastique du système national de redistribution des richesses.

La polarisation du vote – à droite en Flandre, à gauche en Wallonie – indique à souhait que la fracture linguistique recouvre en fait une forme de

lutte des classes menée par les tenant-e-s de la fin des solidarités. Il est à ce titre regrettable que le parti socialiste ait en son temps accepté de jouer la régionalisation à outrance, notamment en se scindant lui-même selon la frontière linguistique. Alors que la nomination d'un premier ministre socialiste wallon devient une perspective envisageable, espérons que le parti saura s'extraire des querelles purement culturelles pour réaffirmer la nécessité d'une solidarité de classe par-delà les frontières des langues, en Belgique et ailleurs en Europe.

Arnaud Thiéry

XÉNOPHOBIE

Les étrangères-ers, la peste et le choléra

L'UDC a l'art de faire de la politique électorale sans faire de politique concrète, de poser de fausses questions en y donnant des réponses absurdes tout en paraissant exprimer le bon sens commun. L'inquiétant est que les autres partis s'y laissent systématiquement prendre comme des débutant-e-s. Mais lorsque le PS emboîte le pas aux formations de droite pour clamer en chœur que l'UDC apporte des réponses excessives à des problèmes bien réels, l'inquiétude laisse la place à la consternation.

C'est pourtant ce qui est arrivé autour de l'initiative proprement scélérate «pour le renvoi des étrangers criminels». Rappelons que son fond argumentatif implicite consiste à dire que si nous expulsions tou-te-s les criminel-le-s étrangères-ers, la Suisse se transformerait en un havre de paix, de sécurité

et d'équilibre des comptes des assurances sociales, puisqu'il est bien connu que le Mal ne peut venir que de l'Autre. Les mesures préconisées sont à l'avenant. Un texte grotesque et malfaisant, donc. Choissant de troquer la peste contre le choléra, une partie significative du groupe socialiste au Conseil national a voté un contre-projet concocté par la droite, tout aussi scandaleux sur le fond, sinon sur la forme (voir ci-contre). Cette incroyable capitulation pose deux problèmes fondamentaux.

AVALISER L'UDC POUR MIEUX LA COMBATTRE

Le premier est évident, et consiste à croire qu'il sera plus facile de combattre les arguments et l'idéologie de l'UDC en avalisant par avance les éléments de base, et en particulier le lien, ajouté dans le contre-projet, entre criminalité et déficit d'«intégration». C'est la rhétorique du: «vous posez les bonnes questions mais leur donnez de mauvaises réponses». Cette tactique est perdante à tous les coups, sans compter qu'elle encourage l'UDC à surenchérir à chaque nouvelle initiative. Il faut au contraire ferrailler sans relâche contre la phraséologie nationaliste en l'attaquant à sa racine, dans ses présupposés fondamentaux, car c'est d'abord et avant tout avec ceux-ci que nous sommes en

désaccord. L'exercice est certes devenu difficile puisque l'UDC a littéralement colonisé les esprits, y compris ceux de certaines des personnes qui sont censées représenter la gauche au parlement, mais la difficulté ne doit pas conduire à l'abandon.

PROTÉGER LE PEUPLE CONTRE LUI-MÊME

Le second problème, plus retors, concerne l'image que les parlementaires socialistes semblent avoir du «peuple». Tout se passe comme si son opinion était figée et qu'il fallait donc s'efforcer de ne pas soumettre au vote des propositions qu'il serait incapable de refuser, par veulerie intellectuelle ou atavisme xénophobe. On se félicite lorsqu'il refuse les révisions de l'AVS mais l'on s'empresse de le condamner dès qu'il «succombe aux sirènes populistes». Ne faudrait-il pas plutôt se souvenir que la démocratie repose précisément sur la reconnaissance de la capacité de chaque citoyen-ne à se forger sa propre opinion, dans la discussion et la confrontation, et qu'il est proprement aberrant de considérer que celle-ci ne peut pas changer? Si tel était le cas, cela signifierait tout simplement l'inutilité de la démocratie, et sa fin programmée à brève échéance.

Antoine Chollet

Quelques détails

Le contre-projet prétend surmonter les difficultés d'application posées par l'initiative de l'UDC, par rapport à la Constitution fédérale tout d'abord, et en regard du droit international ensuite, notamment de la Convention européenne des droits de l'homme. La liste des crimes visés par l'initiative est donc sensiblement modifiée, et l'automatisme du renvoi est réservée à des personnes condamnées à plus de deux ans de prison. Le tout est assorti d'une curieuse mesure, obtenue par le PS, qui prévoit de faire dépendre l'autorisation d'établissement des étrangères-ers à une évaluation de leur «intégration», notamment linguistique. AC

LE POING Un poing pour José Luis Rodríguez Zapatero, qui n'a rien trouvé de mieux que d'annoncer la réforme de la loi sur le travail pendant le match qui opposait l'équipe nationale à la Suisse, le 16 juin, alors qu'elle comprend de nombreuses mesures très inquiétantes pour les travailleuses-eurs. Il est déjà suffisamment scandaleux qu'un dirigeant socialiste se plie sans broncher aux diktats des technocrates de la Commission européenne et de la BCE, mais qu'il ne soit pas capable d'en assumer la pleine et entière responsabilité doit nous alarmer sur ses capacités gouvernementales et sur les raisons qui animent son action politique.



LA ROSE La rose de ce mois aux douze membres du groupe socialiste au Conseil national qui ont voté contre le contre-projet à l'initiative «pour le renvoi des étrangers criminels». Ils et elles ont sauvé l'honneur d'un groupe qui, sinon, s'est lourdement compromis dans un texte concocté par la droite, mais pensé par l'UDC et, maintenant qu'il existe, absolument certain de passer lors du scrutin populaire qui devra décider de son sort. Prétendre un seul instant que c'était choisir le réalisme contre l'idéalisme, c'est fouler aux pieds tous les principes fondateurs du socialisme et faire montre d'un défaitisme coupable.



POLITIQUE

Lancement de La Gauche

Si l'on s'intéresse un tant soit peu à l'actualité politique suisse, il est difficile de ne pas avoir remarqué le lancement d'un nouveau mouvement (même si ses animatrices-teurs principales-aux ne sont pas tout à fait inconnu-e-s) dans le paysage de gauche. Il s'agit bien sûr de cette plate-forme qui a pour nom «La Gauche – Alternative Linke – La Sinistra». Quelle pertinence lui donner, quelle fonction pourrait-elle remplir à l'avenir, représente-t-elle une chance ou une menace pour le reste de la gauche? Ce sont ces questions que nous allons rapidement aborder ici.

FAIBLESSE DE LA GAUCHE

Le premier élément qu'il faut rappeler, c'est bien entendu la faiblesse structurelle de la gauche en Suisse, même si l'on y inclut les plus centristes des membres du PS. Elle n'a jamais obtenu de majorité au niveau fédéral, et de double majorité (législative et gouvernementale) qu'à deux reprises au niveau cantonal. Dans ces conditions, il est évident que le seul PS est radicalement incapable de gagner une telle majorité, et qu'il ne pourra donc le faire qu'au sein d'un large ensemble de partis coalisés. Il faut de plus rappeler que si la situation est déjà assez sombre

en Suisse romande, elle est carrément catastrophique outre-Sarine où toute demande de redistribution des richesses ou d'étatisation de certains domaines passe à peu près pour une dangereuse dérive vers le totalitarisme stalinien.

QUE CONSTRUIRE?

Il y a toujours eu au sein de la gauche radicale une division entre une petite minorité qui refuse par principe toute participation au pouvoir et des courants qui, sous conditions, sont prêts à établir des alliances et à entrer dans des exécutifs, notamment communaux. Une stratégie électorale de gauche ne peut se construire qu'avec ces derniers. Le débat autour de La Gauche se cristallise donc en partie autour de ce point-là, et il est réjouissant que la seconde option ait clairement été choisie lors de son congrès fondateur le 29 mai dernier. Il s'agirait donc a priori d'une formation avec laquelle le PS et les Verts pourraient construire des majorités législatives, voire gouvernementales.

ÉCUEILS

Cependant, les situations politiques très différentes de part et d'autre de la Sarine ont des conséquences sur la construction d'un mouvement comme La Gauche.

Pour être clair, le spectre politique est fortement décalé vers la gauche en Suisse romande, ce qui fait que les préoccupations et les objectifs politiques des un-e-s et des autres ne sont pas exactement les mêmes. Si ces dissensions sont apparues à quelques reprises jusqu'ici dans le processus de fondation de La Gauche, il paraît évident qu'elles sont condamnées à réapparaître plus gravement à l'avenir. Lors du congrès fondateur, il a fallu par exemple discuter de l'opportunité d'inscrire la gratuité des services publics dans le programme. Pour un mouvement qui dit se situer «à la gauche du PS», cela n'augure pas vraiment de la clarté de ses positionnements futurs.

Et pourtant, si le processus lancé par La Gauche constitue la seule manière de construire une nouvelle force politique de gauche aujourd'hui en Suisse, cela représente un espoir qu'il ne faudrait pas, par cynisme ou avec la roublardise de celui ou celle «à qui on ne la fait pas», disqualifier avant même d'avoir pu en apprécier les résultats. C'est d'autant plus vrai que personne ne sait encore exactement quelle forme va prendre ce qui n'est pour l'instant qu'une association.

Antoine Chollet

SYNDICALISME

Jaunes

Le jaune est la couleur du Vatican. C'est aussi la couleur adoptée par l'association faïtière Travail.Suisse, représentant en Suisse le dit «syndicalisme chrétien».

Dans un contexte d'organisation autonome de la classe ouvrière, sur des bases révolutionnaires ou réformistes, l'église catholique, comme toujours le fourrier de la réaction, a cherché à détourner les travailleuses-eurs du militantisme radical pour les intégrer dans ses propres organisations. L'encyclique *Rerum Novarum*, publiée en 1891 par le pape Léon XIII expose les bases du «catholicisme social» et du «syndica-

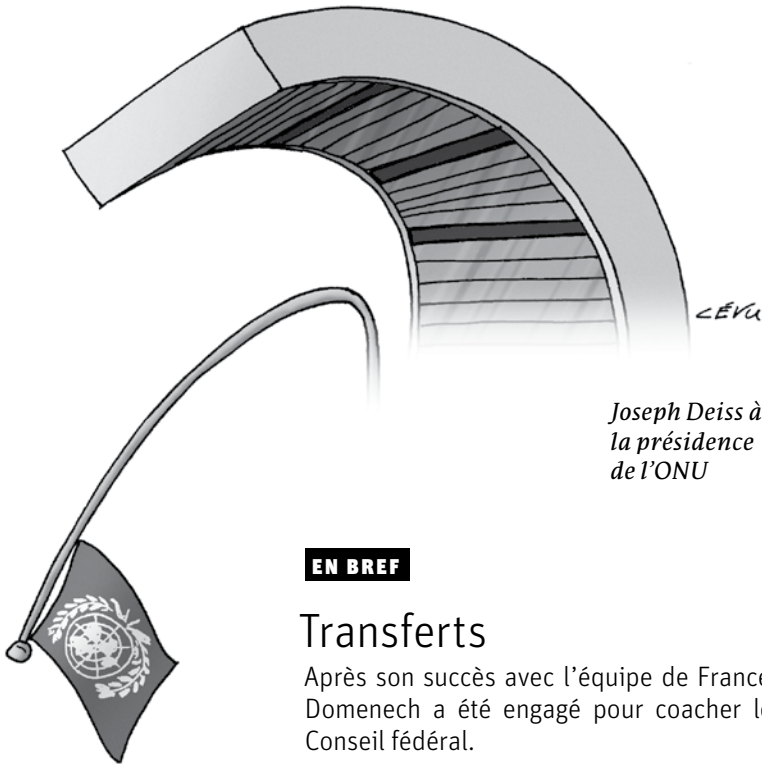
lisme chrétien». S'opposant violemment au socialisme et à la lutte des classes, n° 13 en appelle au contraire à l'union et à la collaboration entre les travailleuses-eurs et les patron-ne-s afin de respecter la propriété privée. Sont ainsi posés les principes du «catholicisme social»: collaboration de classe, refus des moyens «violents» d'action, notamment de la grève, et salut céleste.

En Suisse, historiquement, le syndicalisme chrétien est lié au Parti démocrate-chrétien (PDC) et appartient donc à la droite. Travail.Suisse regroupe des «syndicats» comme Syna, Hotel & Gastro Union ou encore transfair, qui

se caractérisent plutôt par leur promptitude à la collaboration avec le patronat que par un syndicalisme combatif. Comme la faïtière le dit elle-même: «Pour Travail.Suisse, un partenariat qui fonctionne bien entre les travailleurs et les patrons constitue la condition essentielle de la stabilité dans notre pays. C'est pourquoi sa devise est le dialogue plutôt que la confrontation».

Comme nous l'avons écrit dans *Pages de gauche* n° 86, il est étonnant que le PSS cherche à collaborer activement avec une telle organisation.

Romain Felli



Joseph Deiss à la présidence de l'ONU

EN BREF

Transferts

Après son succès avec l'équipe de France, Domenech a été engagé pour coacher le Conseil fédéral.

Esprit commerçant

Les députés genevois veulent ouvrir les commerces plus longtemps. Ils feraient mieux de la fermer.

Pschiit

L'initiative vaudoise pour abolir l'impôt sur la dépense marche mal. Le POP devrait-il déclarer forfait?

Otages

Une fuite dans la presse révèle que Merz était prêt à faire usage de la vuvuzela pour libérer Max Göldi.

Évasion fiscale

Bettencourt: «L'Oréal, because I am Woerth it»!

SALLE DES PAS PERDUS

Pelli Queux

Le 24 mai, Fulvio Pelli entre en guerre contre sa propre collègue de parti Dolorès Dona. Le problème, c'est qu'il prend mal qu'une de ses membres révèle la cuisine interne du parti, puisque le PLR bernois a choisi de communiquer de façon transparente le nom de ses donateurs-trices. Il faut dire qu'au niveau fédéral, le plat serait difficile à avaler pour le peuple s'il en connaissait la composition exacte. Il deviendrait alors tout à fait clair que la droite ne défend pas le peuple mais les quelques privilégié·e·s dont elle dépend financièrement. C'est pourquoi le toujours facétieux Fulvio Pelli a annoncé qu'il était impossible d'espérer sérieusement gagner des élections «par la transparence financière». Évidemment, si la population apprenait que, pour les élections fédérales de 2012, le Parti libéral-radical est sponsorisé par un grand magasin de vestes, ce serait du plus mauvais effet. SB

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

ABONNEMENTS

Ce numéro est envoyé à titre promotionnel à certain·e·s de nos ancien·ne·s abonné·e·s. En effet, après une année passée à étrenner sa nouvelle formule, la rédaction de *Pages de gauche* a décidé de la faire découvrir aux personnes qui ne la connaissaient par encore.

Nous invitons ainsi celles et ceux que cela concerne à renouer avec leur ancien abonnement, soit en s'annonçant sur notre site, soit en nous écrivant directement. D'autre part, n'hésitez pas à faire connaître le journal à vos connaissances en leur offrant un abonnement. *Pages de gauche* vit grâce à ses abonné·e·s, nous avons toujours besoin de votre soutien!

La rédaction